

Loterie, tombola, loto

En matière de loterie, et tombolas, l'interdiction est le principe et la loi n'a prévu de dérogation qu'en faveur des loteries de bienfaisance ou d'encouragement des arts, dérogation étendue depuis 1987 au financement des activités sportives à but non lucratif. Loteries et tombolas sont légales mais demeurent soumises à autorisation préalable du préfet, seul titulaire du pouvoir d'accorder de tels agréments.

Les loto quant à eux, de tradition locale, ne sont soumis à aucune autorisation préalable. Cependant, l'organisation d'un loto doit se faire dans un cercle restreint, avec un but social, culturel, scientifique, éducatif, sportif, ou d'animation locale. Il s'agit qu'ils ne se transforment en activité commerciale.

Tout manquement à ces règles est pénalement réprimé

Quelques définitions

Les termes " loto ", " loterie ", " tombolas " sont relativement proches. Aussi, il convient d'en préciser le sens.

Une loterie est un " Jeu de hasard qui consiste à tirer au sort des numéros désignant des billets gagnant et donnant droit à des lots ", et une tombola est une " Loterie où chaque gagnant reçoit un lot en nature ". Par extension, loterie et tombola réfèrent à " ce qui est régi par le hasard ".

Par ailleurs, un loto est un " Jeu de hasard dans lequel les joueurs sont munis de cartons numérotés dont ils couvrent les cases à mesure que l'on tire d'un sac les numéros correspondants ". Les loto traditionnels sont également appelés " poules au gibier ", " rifles " ou encore " quines ".

L'interdiction est le principe

Les loteries et les tombolas sont interdites par la loi. L'organisation d'une loterie constitue un délit, passible d'une amende de 360 F à 15 000 F et/ou d'un emprisonnement de 3 mois au plus. Cependant, le délit n'est avéré que s'il y a à la fois :

- Ouverture au public
- Espérance d'un gain en espèce ou en nature
- Intervention du hasard dans la désignation des gagnants (tirage au sort, question subsidiaire...)
- Existence d'une contrepartie financière exigée des participants, et ce quelle qu'en soit la nature.

La réunion de ces 4 éléments est laissée à l'appréciation souveraine des juges.

Les dérogations prévues par la loi

• Loteries

Le législateur a prévu que " les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinés à des actes de bienfaisance, à l'encouragement des arts ou au financement d'activités sportives à but non lucratif [... sont] autorisées dans des formes déterminées par décret en Conseil d'Etat ".

Concrètement, l'autorisation d'organiser une telle loterie est subordonnée à l'autorisation du préfet du département où siège l'association bénéficiaire. Qui plus est, lorsque le capital d'émission est supérieur à 200 000 F, le préfet statue après avis du trésorier payeur général (TPG).

- Lotos

Les lotos traditionnels sont autorisés lorsqu'ils sont organisés dans un cercle restreint, dans un but social, culturel, scientifique, éducatif, sportif, ou d'animation locale, lorsque les mises sont de faible valeur. Les lots ne peuvent en aucun cas consister en somme d'argent ni être remboursés. Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 27 janvier 1988 paru au Journal Officiel du 7 février 1988, fixe au maximum à 381.12 euros la valeur marchande de chacun des lots.

Les associations qui organisent un loto dans ce cadre ne sont soumises à aucune autorisation préalable.

La fiscalité

Les lotos, loteries et tombolas doivent présenter un caractère exceptionnel par rapport à l'objet de l'association.

D'un point de vue fiscal, les recettes tirées de loteries ou de lotos entrent dans le champ d'application de l'exonération de tous impôts et taxes prévus au titre de 6 manifestations exceptionnelles par an. Le bénéfice de cette exonération est cependant subordonné à 2 formalités :

- Informer, au plus tard 24 heures avant la manifestation, par simple lettre, le service des impôts du siège social de l'association ;
- Envoyer à ce même service des impôts un relevé détaillé des recettes et des dépenses, dans les trente jours qui suivent la manifestation.

Toutefois, l'administration peut présumer une activité commerciale lorsqu'une association organise plus de 3 lotos par an. Une requalification, effectuée par les services préfectoraux après enquête, peut alors soumettre l'association au paiement des impôts commerciaux en l'occurrence, TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) et IS (Impôt sur les sociétés).